

# Les commerçants jouent les prolongations

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4266 - Mardi 5 septembre 2017 - Prix : 10 DA

USM Blida

## Le président Chouaib Alim jette l'éponge

Page 24

Partenariat entre formation professionnelle et entreprises

## Mebarki insiste sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail

Page 3

### Ce que les Etats-Unis attendent de la Chine

Par Mohamed Habili

Comme de propos délibéré, la Corée du Nord n'en finit pas de faire l'actualité. A en croire certains, qui la suivent de près, ce serait faire preuve de naïveté que de croire qu'elle procède à ses tests nucléaires ou balistiques selon un programme interne libre des contingences extérieures, à l'aveugle pour ainsi dire, et sans autre souci que de compléter au plus vite son arsenal de dissuasion. A ce point de vue, qui veut comprendre pourquoi elle a choisi dimanche dernier pour effectuer son plus retentissant test nucléaire depuis longtemps, n'aurait qu'à lier ce fait à l'événement le plus important du moment. Ce dimanche les Etats-Unis étant encore sous le choc de la tempête Harvey, ce ne peut être à l'adresse de leur président que la bombe, rien moins que H aux dires de Pyongyang, était destinée. Au même moment en Chine, en revanche, s'ouvrait le sommet des BRICS, qui forcément mettait en plein lumière son président. Ce serait donc pour lui ravir la vedette, tout en le plongeant dans l'embarras, que le test a été effectué. Les Américains sont depuis quelque temps portés sur ce genre de commentaires, qu'ils développent avec un air de sérieux feint qui ne manque pas de saveur.

Suite en page 3

### Ouyahia en marge de la reprise parlementaire

# «Le plan d'action mercredi en Conseil des ministres»



Ph/E. Soraya/J. A.

C'est demain mercredi que Ahmed Ouyahia, Premier ministre, présentera en Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, son plan d'action gouvernemental, avant de le déposer une semaine plus tard à l'Assemblée populaire nationale pour étude et débat. C'est ce qu'a déclaré hier Ahmed Ouyahia en marge de l'ouverture officielle de la session parlementaire ordinaire pour l'année 2017-2018. Lire page 2

Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti

## L'Algérie, «un pays-clé» dans la région pour l'Italie

Page 4

Rencontres cinématographiques à Béjaïa

## «Les hirondelles» de Karim Moussaoui en ouverture

Page 13

Ouyahia en marge de la reprise parlementaire

# «Le plan d'action mercredi en Conseil des ministres»

■ C'est demain mercredi que Ahmed Ouyahia, Premier ministre, présentera en Conseil des ministres présidé par le chef de l'Etat, son plan d'action gouvernemental, avant de le déposer une semaine plus tard à l'Assemblée populaire nationale pour étude et débat. C'est ce qu'a déclaré hier Ahmed Ouyahia en marge de l'ouverture officielle de la session parlementaire ordinaire pour l'année 2017-2018.

Par Lynda Naili

**A** l'issue de l'ouverture officielle de la session parlementaire ordinaire pour l'année 2017-2018, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, a effectivement annoncé que le plan d'action du gouvernement, élaboré à la suite de sa nomination à la tête de l'Exécutif national le 15 août dernier à laquelle s'en est suivie la formation d'un nouveau gouvernement, sera présenté pour adoption après-demain en Conseil des ministres. Ainsi, «s'il est adopté par le Conseil des ministres, le plan d'action sera soumis à l'APN à la fin de la semaine pour examen», a précisé Ouyahia à la presse qui l'avait interpellé sur ce sujet. Suite à quoi, la présentation dudit plan d'action devant les députés se fera dans «une dizaine de jours», ajoutera le Premier ministre.

Il s'agit là d'un nouveau plan d'action du gouvernement après celui présenté par l'ancien premier, Abdelmadjid Tebboune, demis de ses fonctions le même 15 août dernier par le président de la République. Un plan d'action qui rappelle le a été adopté par une très large majorité des deux chambres du Parlement en juin dernier. Un plan d'action construit «sur les orientations du président de la République» s'articulant autour de la rationalisation budgétaire, de la réduction des importations et aussi sur le refus de réitérer le recours à l'endettement extérieur, par ces temps de crise économique. Outre ce volet économique et financier, le plan d'action de Tebboune a surtout prôné le dialogue national «sans exclusion aucune» de toutes les parties prenantes, gouvernement, l'ensemble des partenaires sociaux économiques mais aussi la société civile. Interrogé sur le départ de Bouchouareb du bureau national du RND, Ouyahia rétorquera : «allez voir à Ben Aknoun». Et comprenne qui pourra...

De ce fait, sur ce nouveau plan qui devra présenter Ahmed Ouyahia, les parlementaires rencontrés hier à l'APN, à l'unanimité, diront «attendre le contenu de ce plan». Tous s'accorderont à dire qu'il s'agit là d'un sans précédent dans les annales parlementaires d'Algérie, de clore une session avec l'adoption d'un plan d'action du gouvernement pour en débattre et adopter un autre en l'espace de deux mois». Aussi, s'interrogeront-ils sur une «éventuelle continuité, du moins pour les grands axes inscrits sur le plan d'action de Tebboune,



PH. S. Soreval/J. A.

d'autant plus que tous les deux sont fondés sur les orientations du président de la République», ou alors «verrons-nous un changement total dudit plan d'action». C'est ainsi que Nacer Hamdadouche, président du groupe parlementaire du MSP estimera que «l'élaboration d'un plan d'action en un temps record est signe d'une fragilité politique. Il s'agit beaucoup plus d'un changement d'individus pour un même plan d'action d'un gouvernement qui se doit de donner des solutions concrètes pour surpasser la crise actuelle». Enchaînera Ramdane Taazibt, député du Parti des travailleurs (PT) pour dire que «nous attendons de voir le contenu du plan d'action du gouvernement pour voir si ce qui a été présenté par M. Tebboune a été maintenu ou non, notamment sur la question de séparer l'argent de la politique, le frein aux importations, le dialogue national... A ce moment là se sera une plaie qu'on aura fermé sans y apporter les soins nécessaires». Même son de cloche du côté de Lakhdar Benkhellaf, représentant du groupe parlementaire de l'Alliance Nahdha-Adhala-Bina. Lui aussi, comme les deux premiers parlementaires, qualifiera de «première dans les annales parlementaires algériennes de clore une session parlementaire avec l'adoption d'un plan du gouvernement et de commencer une nouvelle session avec un nouveau». Sur ce dernier, indiquant qu'il s'attend à «des nouveautés», il s'interrogera surtout si ce nouveau plan «garantira les engagements et les équilibres annoncés par l'ancien Premier ministre, notamment sur les pro-

messes de séparer l'argent de la politique et l'annulation des mécanismes de provocation».

**Loi de finances, rentrée sociale, les inquiétudes des parlementaires**  
Par ailleurs, outre le plan d'action qui devra présenter Ahmed Ouyahia à l'APN, les députés ont également affiché leurs appréhensions concernant le projet de loi de finances 2018, qui sera aussi soumis prochainement, et qui selon lui pourrait apporter de «nouvelles mesures d'austérité et de restriction». Et pour cause, Lakhdar Benkhellaf évoquera «l'incapacité du fonds de régulation des recettes à faire face à la crise économique, la baisse des réserves de change, le tout en l'absence d'un recours à l'endettement extérieur, faisant que pour cette loi de finances 2018 l'on s'attend à ce qu'il y ait plus d'imposition fiscale et une hausse des prix à la consommation». La même crainte sera partagée par le Parti des travailleurs, qui lui se demandera «si le gouvernement poursuivra ou non sa politique d'austérité, sachant que le Premier ministre a confirmé la situation de crise économique et qu'en même temps il affirme maintenir la justice sociale, ce qui est contradictoire», jugera Ramdane Taazibt. Et de poursuivre que «l'Algérie dispose des moyens de faire face à cette crise pour peu qu'on aille chercher l'argent là où il se trouve, notamment par le recouvrement de la fiscalité locale, l'imposition de nouvelles taxes sur la richesse, et aussi en s'attaquant à la surfacturation».

Par ailleurs, la rentrée sociale a constitué une autre inquiétude pour les députés en ce premier

jour de la rentrée parlementaire. La qualifiant de «mouvementée» pour certains et de «chaude» pour d'autres, tous appréhendent des tensions dans les différents secteurs tels que celui de l'éducation et de la santé. A ce propos, Nacer Hamdadouche, président du groupe parlementaire du MSP estimera que «si le gouvernement persiste dans sa tradition de fermeture des portes du dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux et d'exclusion des syndicats autonomes qui ont une très large représentativité, l'on assistera impérativement à une rentrée sociale houleuse». «L'UGTA, à elle seule, ne représente pas l'ensemble des travailleurs algériens», lancera-t-il. «Une rentrée difficile» présage-t-elle pour sa part, Ramdane Taazibt. Et pour cause, lui aussi évoquera «l'absence de dialogue élargi aux syndicats autonomes», ce qui «forcément crée une bombe à retardement prête à exploser à tout moment», dira-t-il. «Une situation explosive qui demande des mesures d'urgence», estimera-t-il. Ce que viendra confirmer Lakhdar Benkhellaf qui selon lui «tout prélude à une rentrée sociale chaude dans tous les secteurs».

## Bouhadja : «Une rentrée parlementaire particulière»

Préjudant «un riche débat et une interactivité particulière, eu égard à la nature de la situation financière difficile que vit actuellement notre pays, la loi de finances pour 2018 sera porteur d'alternatives qualitatives et de procédures effectives qui permettront au pays de bâtir une

économie moins vulnérable aux chocs externes», a avancé hier Saïd Bouhedja, président de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans son allocution d'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2017-2018. D'autres projets de loi sont aussi portés sur l'agenda de l'APN, l'examen pour amendement et adoption, tels que celui sur la loi sur le règlement budgétaire pour 2015, le code de justice militaire, la loi organique relative aux compétences du Conseil d'Etat, à son organisation et à son fonctionnement, et celle relative à l'organisation pénitentiaire et la réforme sociale des détenus.

Par ailleurs, Saïd Bouhedja, outre d'appeler à une «participation massive» lors du double scrutin prochain APW-APC, s'agissant de la rentrée sociale, il dira qu'elle «se fera bel et bien dans le calme». Par ailleurs, Bouhedja dénoncera «certaines voix qui portent de faux jugements et qui dépassent l'éthique politique et tentent, par désespoir, de semer le doute sur les institutions de l'Etat et sa crédibilité et ignorent sciemment et pour des raisons obscures la logique constitutionnelle car leur objectif apparent n'est rien d'autre que d'affaiblir les institutions constitutionnelles de l'Etat et de faire reculer le pays avec tous les risques que comporte cette aventure dans l'inconnu». Abordant l'attentat terroriste qui a ciblé jeudi dernier le siège de la sûreté de wilaya de Tiaret, où deux policiers ont trouvé la mort, Saïd Boudja, saluant «la bravoure» des défunts, assurera que les «résidus du terrorisme essuieront un échec cuisant» face à la lutte implacable de l'Armée nationale et des services de sécurité.

Pour sa part Abdelakder Bensalah, président du Conseil de la nation, dans son discours d'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2017-2018, affirmant la poursuite et le renforcement du dialogue au sein de son institution, rassurera sur la santé du chef de l'Etat : «Le président va bien et exerce normalement ses prérogatives constitutionnelles», affirmera-t-il.

De plus, outre d'appeler à la réussite des élections locales prévues le 23 novembre prochain, il appellera à relever le défi du développement socio-économique, celui sécuritaire et se soucier des préoccupations majeures des citoyens qui nécessitent l'unité des rangs et la vigilance de tous afin de mettre en échec les tentatives de déstabilisation auxquelles fait face le pays.

— Timide reprise et flambée des prix au lendemain de l'Aïd —

## Les commerçants jouent les prolongations

■ Quelques jours après l'Aïd, l'activité commerciale est toujours au ralenti. Même les commerçants de fruits et légumes ont préféré prolonger leur congé. C'est le constat dressé chaque année au lendemain des fêtes religieuses. A l'exception des cafés et des magasins de vêtements, tout est fermé.



Par Meriem Benchaouia

Se procurer une baguette de pain ou une bouteille d'eau relève du domaine de l'impossible. La majorité de la population ne trouve pas d'explication à ce phénomène qui généralement fait son apparition après chaque fête. De Bab el Oued jusqu'à Ain Benian, en passant par Zéralda, c'est la même rengaine. Les petites bourses, notamment souffrent le martyre quotidiennement pour espérer faire quelques emplettes. Hier aux marchés de la capitale seuls quelques commerçants ont étalé leurs «maigres» marchandises. «Nous sommes à peine quelques commerçants à avoir repris le travail après l'Aïd. Les autres marchands sont partis passer l'Aïd au bled avec leurs familles et ne

rentreront que dans quelques jours», nous explique un vendeur de légumes. D'ailleurs, poursuit-il, «à l'approche des fêtes de l'Aïd, les gens ont pris l'habitude de faire leurs achats à l'avance». Malgré une «absence» criante de clientèle, les rares marchands de légumes ouverts n'ont pas consenti à baisser les prix. En effet, les prix de tous les produits alimentaires, dont la qualité laisse parfois à désirer, continuent d'augmenter de jour en jour. Les petites et moyennes bourses, qui espéraient une baisse, se sont vite heurtées à la dure réalité. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Les quelques commerçants rencontrés expliquent cette flambée par le manque d'approvisionnement. D'ailleurs, les Algériens semblent mettre un

éviter les excès. Une simple virée dans certains marchés de la capitale nous a permis de confirmer de visu la tendance à la hausse des prix qui, a-t-on constaté, ont vertigineusement pris l'ascenseur. Ce sont les produits les plus consommés en cette période qui ont connu une hausse vertigineuse. À l'instar de la courgette, cédée à 250 DA, la tomate entre 100 et 120 DA, le navet à 140 DA, le haricot rouge à 350 DA, le haricot vert à 250 DA, le citron entre 300 et 500 DA, la carotte à 100 DA, le laitue entre 220 et 250 DA. Même la pomme de terre a connu une hausse passant de 35 à 70 DA. Les poivrons à 140 DA. L'oignon entre 50 et 70 DA. Pour ce qui est des fruits, les prix ont également augmenté, y compris pour ceux de saison comme la pastèque affichée à 60 DA et le

melon à 80 DA. La nectarine qui se vendait entre 150 et 170 DA est passée à 250 voire 300 DA. Les prix du raisin oscillent entre 250 et 350 DA selon la qualité. Alors que les poires s'affichent à 150 DA le kg. Le coût du poulet connaît aussi une augmentation remarquable ces jours-ci, passant de 340 à 460 DA le kilo en l'espace de quelques jours. Les prix de la viande blanche ont connu, ces derniers jours, une nouvelle hausse inexplicable. Une situation qui, au demeurant, ne laisse pas indifférent le consommateur qui se voit privé de ces denrées qui étaient naguère à la portée des petites bourses. Ainsi, la ménagère se trouve contrainte de gérer de manière draconienne ses ressources financières en se rabattant sur d'autres produits.

M. B.

— Partenariat entre formation professionnelle et entreprises —

## Mebarki insiste sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail

En vue d'adapter au mieux les jeunes diplômés aux exigences du monde professionnel, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a mis hier, en avant l'importance du partenariat entre son secteur et les opérateurs économiques. La facilitation de l'insertion des jeunes diplômés dans le monde du travail est le nouveau défi lancé par le ministère de la Formation professionnelle. Son premier responsable, Mohamed Mebarki, l'a bien expliqué hier dans ses déclarations à la presse. «Le secteur mise sur le renforcement du partenariat avec l'entreprise car il permet d'augmenter les offres de formation par apprentissage et facilite l'insertion des jeunes diplômés dans le monde du travail», a-t-il précisé. Revoir la

manière de revaloriser l'emploi en tant que finalité de la formation professionnelle par le ministère, vient juste à la veille de la rentrée de la formation professionnelle, prévue le 24 septembre. Un signe de volonté de fournir davantage d'efforts, de la part de ce dernier, pour plus de résultats et d'entamer une rentrée prometteuse pour ces milliers de jeunes à travers le pays en quête de métier. Le partenariat avec l'entreprise est un objectif majeur pour le système de formation professionnelle car il répond mieux aux besoins de l'entreprise économique et facilite l'employabilité des jeunes formés, a estimé le ministre. Selon lui, l'aspect de la coopération et échanges permanents demeure la meilleure stratégie menant vers une réussite garantie. A ce

propos, il n'a pas manqué d'insister sur la nécessité de continuer à accorder à ce mode de formation une attention particulière. Pour cause, en plus de son efficacité prouvée en termes de management, la méthode est également des plus économiques en termes de budget consacré à ce domaine. «En cette période de rationalisation des dépenses de l'Etat, c'est le mode de formation le moins coûteux», a-t-il dit. Pour rappel, à la rentrée de février 2017, la formation par apprentissage avait enregistré 58,60% du nombre total des inscrits à une formation diplômante. L'objectif étant d'au moins 60% des inscrits pour 2018-2019, a fait savoir M. Mebarki. La mise sur le partenariat avec le secteur économique est un principe fondamental de

la politique nationale de formation en ce qu'il est un vecteur de l'amélioration de la qualité de la formation, a rajouté le ministre. Toujours dans la même perspective, celui-ci a souligné l'intérêt de mettre en place des centres d'excellence dans certaines filières stratégiques comme la mécanique, l'utilisation de l'énergie solaire et l'électronique. En somme, il est clair que beaucoup d'amélioration ont été enregistrées dans le secteur de la formation professionnelle, toutefois, pour booster l'économie nationale de manière à répondre à ses besoins urgents, ce dernier n'est pas encore au point. Plus de réformes sur les ressources humaines s'impose en vue d'atteindre les résultats escomptés.

Yacine Djadel

### LA QUESTION DU JOUR

#### Ce que les Etats-Unis attendent de la Chine

Suite de la page une

A croire que l'ennemi que Pyongyang cherche à tenir en respect, ce ne sont pas les Etats-Unis, mais son allié historique et principal partenaire commercial, autant dire son débouché sur le monde : la Chine. La Corée du Nord serait pour le moment bien plus occupée à créer des difficultés à la Chine, dont elle dépend pourtant quasiment en tout, qu'à défier les Etats-Unis, ou plus exactement à les dissuader. Si la Chine ne parvient pas à convaincre la Corée du Nord d'arrêter ses tests, de respecter à cet égard les résolutions du Conseil de sécurité, c'est qu'elle n'a pas sur elle l'influence dont elle est créditée de la part des Américains. Et dans ce cas, pourquoi ces derniers se gêneraient-ils pour la traîner devant les tribunaux internationaux pour tous ses manquements au code de la propriété intellectuelle dans le domaine industriel ? L'administration Trump a clairement formulé ce qu'elle attendait de Pékin en échange de son silence, ou de sa compréhension : qu'elle fasse cesser les «provocations» nord-coréennes. Ce serait justement pour faire capoter ce deal que Pyongyang a accéléré la cadence de ses essais. Avec le dernier d'entre eux, donnant lieu à un séisme qui pourrait bien être consécutif à une explosion thermonucléaire, Pékin n'a plus guère le choix, se disent les Américains : ou bien elle parvient à la fin à se faire écouter par Pyongyang, ou bien elle doit rompre en manière de représailles tous ses liens avec lui. Exemple : tout le pétrole dont la Corée du Nord a besoin lui arrive par la Chine. Si cette dernière décide de n'en plus laisser passer une goutte, tout finira par s'immobiliser dans ce pays. En somme, les Américains attendent de la Chine qu'elle réduise non seulement à l'arrêt mais à la famine la Corée du Nord, son allié le plus sûr, celui dont elle a pris fait et cause lors de la Guerre de Corée – théoriquement toujours en cours. Les Etats-Unis et leurs alliés s'estiment désormais en droit non plus seulement de porter à l'extrême leurs propres sanctions économiques contre Pyongyang mais de l'isoler complètement dans le monde, en forçant tous les autres pays à rompre leurs liens commerciaux avec lui, sous peine de se voir infliger à leur tour des sanctions économiques en proportion de leur insubordination envers leurs diktats. La Corée du Nord veut les dissuader de l'envahir ? Qu'à cela ne tienne, elle sera condamnée à manquer absolument de tout, jusqu'à ce qu'elle accepte de détruire ses moyens de dissuasion ! Elle ne sera pas attaquée, soit, mais ce sera pour mourir de faim.

M. H.

Durant le jour de l'Aïd El-Adha à Oran  
1 200  
réclamations  
suite aux  
coupures d'eau

**QUELQUE** 1 200 réclamations au sujet de perturbations et de coupures d'eau ont été enregistrées à Oran durant l'Aïd El-Adha, a-t-on appris hier de la direction de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (Seor).

La chargée de communication de la Seor, Amel Belgour, a indiqué que les perturbations ont été notamment enregistrées entre 10 heures et 13 heures du premier jour de l'Aïd dans plusieurs quartiers d'Oran comme Les Lauriers roses et la Cité Communale d'El-Othmania), Haï Louz, El-Maqqari, Haï Sidi Bachir et M'dina Jdida (Plateaux), ainsi qu'à Haï El Yasmine, Haï Sabah et El-Hassi. Dans certains quartiers d'Oran-Est, notamment à Haï El-Yasmine, Haï Sabah et Haï Nour, les perturbations ont duré jusqu'à 17 heures.

Vendredi dernier, premier jour de l'Aïd, entre 10 heures et 13 heures, presque tous les robinets étaient ouverts au même moment et cela a entraîné une baisse de pression, particulièrement pour les ménages habitant en hauteur, a indiqué M<sup>me</sup> Belgour. La même source a assuré que la situation a commencé à revenir à la normale durant l'après-midi. «Mais,

auparavant, notre centre d'appel a reçu quelque 1 300 appels des citoyens dont 1 200 étaient des réclamations réelles, ce qui représente 0,04% du nombre total de nos abonnés de la wilaya d'Oran, au nombre de 341 770», a-t-elle précisé.

La chargée de communication de la Seor a, en outre, souligné que la société a voulu régler les problèmes d'AEP en amont et ce, après avoir tiré les leçons des perturbations enregistrées les années précédentes, notamment en 2015 et 2016, en améliorant le tirage d'eau. «Les perturbations étaient plus importantes durant l'Aïd 2015, mais la situation a connu des améliorations en 2016 et cette année 2017, mais il y a eu toutefois des perturbations, moins nombreuses, certes, et que nous essaieront de régler à l'avenir», a ajouté Amel Belgour.

Néanmoins, certains citoyens avertis ont pris leurs précautions à l'avance afin de ne pas être pris au dépourvu le jour de l'Aïd, en stockant une quantité d'eau suffisante pour affronter la matinée du premier jour durant laquelle la plupart des citoyens procèdent à l'abattage du mouton du sacrifice.

Ouali H.

Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti

## L'Algérie, «un pays-clé» dans la région pour l'Italie

■ Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti, a indiqué que l'Algérie représentait pour l'Italie un «pays-clé» dans la région, saluant la «collaboration étroite» qui lie les deux pays dans beaucoup de domaines.

Par Mahi Y.

«L'Algérie représente pour l'Italie un pays-clé dans la région avec lequel nous collaborons étroitement dans beaucoup de domaines comme la stabilisation de la Libye à travers le dialogue et le consensus, la sécurité dans le Sahel, la lutte contre les organisations terroristes transnationales et l'approche structurelle pour le développement de l'Afrique subsaharienne», a déclaré le ministre italien dans un entretien au quotidien *El-Watan* publié hier à l'occasion de sa visite officielle en Algérie. Il a ajouté que l'Algérie et l'Italie partageaient toutes les deux la «nécessité d'affronter les causes profondes du phénomène des migrations avec une approche respectueuse des droits de l'homme fondamentaux, mais très claire sur la dimension politique qui ne peut faire abstraction d'une forte co-responsabilisation internationale». A une question sur la gestion du phénomène de l'immigration clandestine, le ministre italien a indiqué que l'Algérie «représente pour nous une référence particulièrement importante de par sa capacité de contrôle de frontière mais aussi pour avoir su accueillir un nombre important de réfugiés», ajoutant que l'Algérie était également «touchée par les activités de la criminalité transnationale qui exploite les itinéraires migratoires de l'Afrique subsaharienne». «Aux défis internationaux, on répond par une approche intégrée et nous savons que l'Algérie est un interlocuteur solide, conscient et visionnaire», a-t-il souligné. Concernant la coopération entre



Le ministre italien de l'Intérieur, Marco Minniti

les deux pays en matière de lutte contre le terrorisme, M. Minniti l'a qualifiée d'«excellente», précisant que l'expérience algérienne dans ce domaine était «précieuse». «Il s'agit d'une approche multidimensionnelle qui prend en compte différents aspects, pas seulement de la lutte mais aussi la prévention à travers une stratégie organique visant l'affaiblissement de la menace relative, en particulier au radicalisme religieux», a-t-il poursuivi. Le ministre italien, qui a relevé que le terrorisme était devenu «mondial» et «transnational», a estimé que la collabora-

tion en matière de lutte contre ce fléau «doit s'intensifier». «Dans ce sens, nous pensons qu'il est primordial de renforcer les canaux de collaboration déjà actifs entre nos pays, en les adaptant toujours plus à la nouvelle fonction que le phénomène est en train de prendre, toujours plus en relation avec le web», a-t-il souligné. Par ailleurs et concernant la communauté algérienne établie en Italie, M. Minniti a fait savoir qu'environ 30 000 citoyens algériens résident légalement en Italie, précisant que pour ceux en situation irrégulière, «nous travaillons avec

les autorités algériennes pour améliorer notre collaboration dans ces cas». A propos de la crise libyenne, M. Minniti a mis en exergue l'importance de la stabilisation de la Libye «pour un nombre de raisons objectives», citant notamment celles d'assurer un avenir de paix et de prospérité au peuple libyen et la sécurité de l'Algérie et de l'Italie en évitant que les organisations terroristes et criminelles «trouvent un terrain fertile en Libye» pour déstabiliser la région.

M. Y./APS

Annexion des eaux territoriales du Sahara occidental par le Maroc

## Les députés européens condamnent une décision illégale

Les députés européens condamnent la décision illégale du Royaume du Maroc d'inclure dans ses eaux territoriales celles du Sahara occidental lors de la délimitation de ses frontières maritimes avec les îles Canaries (espagnoles), exhortant l'UE à exclure le Sahara occidental du champ d'application de ses accords avec le Maroc conformément à l'arrêt de la Cour européenne de justice (Cjue). Dans un projet de résolution présenté au Parlement européen, les députés européens Lidia Senra Rodríguez et Paloma Lopez condamnent cette décision illégale du Royaume du Maroc d'inclure les eaux au large des côtes du Sahara occidental dans ses eaux territoriales suite à l'adoption d'un décret délimitant ses frontières maritimes avec les îles Canaries. Les députés européens «demandent

instamment à la Commission européenne de se conformer à l'arrêt de la Cjue en excluant le Sahara occidental du champ d'application de ses accords avec le Maroc». Les eurodéputés rappellent, à ce titre, que la Cour européenne de justice a conclu que les accords d'association et de libéralisation entre l'UE et le Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental. Relevant le statut séparé et distinct garanti au territoire du Sahara occidental par la charte des Nations unies, la Cjue a soutenu dans son arrêt rendu le 21 décembre dernier qu'«il est exclu de considérer que l'expression territoire du Royaume du Maroc, qui définit le champ territorial des accords d'association et de libéralisation, englobe le Sahara occidental et, partant, que ces accords sont applicables à ce territoire». La Cjue qui a jugé que

le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires distincts, relevant de souverainetés distinctes, a souligné également dans son arrêt qu'«il ne peut y avoir aucune exploitation économique au Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui». Lidia Senra Rodríguez et Paloma Lopez ont rappelé, en outre, que le droit international ne reconnaît aucune souveraineté ou juridiction marocaine sur les eaux territoriales du Sahara occidental au sud de la latitude 27 40 N, citant, à ce titre, la Charte des Nations unies, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur le Sahara occidental de 1975 et l'avis juridique de 2002 de l'ONU. Le gouvernement sahraoui et le Front Polisario ont dénoncé cette décision qui «constitue une violation

flagrante du droit international et du statut du Sahara occidental en tant que territoire non-autonome inscrit à l'ordre du jour du Comité des Nations unies chargé de la décolonisation». Pour le gouvernement sahraoui et le Front Polisario, une telle décision est «un mépris manifeste de l'arrêt de la Cour internationale de justice de 1975 et de la décision de la Cour européenne de justice de 2016 qui réaffirme que le Sahara occidental et le Maroc sont des territoires différents et séparés». «Cette décision sans effet politique ou juridique sur le plan international est une nouvelle fuite en avant qui cache mal les débours ainsi que la situation difficile que traverse actuellement le Maroc tant sur le plan intérieur que sur le plan africain international», a-t-on ajouté.

Hocine Gh.

Pétrole/ Accord Opep

# «La Russie va probablement soutenir une nouvelle prorogation»

■ La Russie va «probablement» soutenir une nouvelle prorogation de l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour réduire la production de pétrole, estimant que celui-ci a contribué à la stabilisation du marché, a déclaré le vice-Premier ministre Russe, Arkady Dvorkovich.

Par Safia T.

«**L**a suite la plus probable est que l'accord sera prolongé», a déclaré le responsable russe lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision spécialisée «Bloomberg TV», a rapporté l'agence Bloomberg sur son site web samedi. Cependant, M. Dvorkovich a estimé qu'«il est encore trop tôt pour prendre une décision définitive». «Nous sommes encore à six mois, alors nous verrons», a-t-il ajouté. «D'après l'évaluation préliminaire (l'accord relatif à la réduction de la production pétrolière), il est clair que l'accord a été efficace et a contribué à la stabilisation du marché», a déclaré M.



Dvorkovich. «Le ministre russe du Pétrole, Alexander Novak, est pleinement impliqué dans le suivi du respect des réductions», a indiqué le vice-Premier ministre Russe. «Le ministre russe de l'Energie et son homologue irakien, Jabbar al-Luaibi, se sont rencontrés la semaine dernière à Moscou pour discuter de la coopération dans le cadre de la réunion ministérielle de l'Opep et de non-Opep», selon le ministère russe de l'Energie, a rapporté l'agence Bloomberg. La production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a diminué de 170 000 barils par jour en août, par rapport à son pic de 2017 atteint le mois précédent, les extractions

libyennes étant perturbées par de nouveaux troubles et les autres pays membres respectant mieux l'accord de réduction de la production en vigueur depuis le début de l'année, a révélé une enquête publiée jeudi dernier. «La production de l'Opep a été de 32,68 millions de barils par jour en moyenne en août», selon la même source. Le 25 mai à Vienne, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des pays producteurs non membres emmenés par la Russie, avaient décidé de prolonger de neuf mois jusqu'à fin mars 2018 l'accord de réduction de la production entré en vigueur au début de l'année. Pour rappel, l'Opep et des pays

producteurs hors Opep avaient convenu, en décembre 2016 à Vienne, d'un accord, le premier du genre depuis une quinzaine d'années, pour agir ensemble en réduisant leur production d'un total avoisinant 1,8 millions b/j à partir de janvier 2017 pour une période de six mois. La prochaine réunion ministérielle entre délégués de l'Opep et non-Opep est prévue le 30 novembre prochain.

## Le Brent à 52,44 en cours d'échanges européens

Les cours du pétrole baissent hier en cours d'échanges européens, les marchés de nou-

veau inquiétés par les risques de surproduction mondiale. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 52,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 31 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre prenait 11 cents à 47,40 dollars. De nombreuses raffineries texanes déclarent s'apprêter à reprendre leurs opérations, après avoir été affectées par le passage de la tempête Harvey.

Dans l'ensemble, le secteur pétrolier américain semble avoir évité des dégâts durables, notent les analystes. Par ailleurs, les données d'agences financières sur la production mondiale font état d'une production libyenne plus forte qu'observé dernièrement.

L'augmentation de laquelle pourrait mettre à mal les efforts de l'Opep si elle poursuit sa course. L'Organisation s'est associée à d'autres pays producteurs, dont la Russie, pour limiter ses extractions pour permettre au marché de retrouver l'équilibre, alors que la surabondance de l'offre pèse sur les cours du brut. Mais certains de ses membres n'ont pas respecté leurs objectifs de production. Cependant, la baisse de respect de l'accord en juillet était un facteur de court terme, ont tempéré les analystes.

L'Arabie saoudite augmente habituellement ses extractions durant l'été pour répondre à la demande intérieure d'électricité.

S. T./Agences

## Complexe sidérurgique El Hadjar d'Annaba Le haut fourneau risque d'être «mis en veille» faute d'approvisionnement en eau

Le complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba connaît une «nette baisse» de production et le haut fourneau risque d'être «mis en veille dans cinq jours faute d'approvisionnement en eau», selon le directeur de l'industrie, Raouf Dormane. «Les deux aciéries à oxygène sont actuellement approvisionnées au ralenti à partir du haut

fourneau qui puise de la propre réserve d'eau du complexe, le temps de vider la fonte», précise le même responsable. Le complexe qui a besoin de 1 500 m<sup>3</sup> par heure, a vu son alimentation réduite à 400 m<sup>3</sup>/heure avant d'être suspendue afin de satisfaire les besoins en eau potable de la population de la wilaya, selon les services de l'Algérienne des

eaux (ADE). Des mesures d'urgence ont été décidées pour trouver des sources d'alimentation en eau pour le complexe sidérurgique dont le fonçage de forages dans la région de Chaïba dans la commune de Sidi Amar où se trouve le complexe, outre la possibilité de réaliser une canalisation d'approvisionnement à partir de l'oued Seybous,

indiquent les services de la wilaya. Le complexe Sider El Hadjar emploie plus de 4 500 travailleurs et ceux dont les ateliers risquent d'être fermés (haut fourneau et les deux aciéries) seront redéployés dans d'autres unités du complexe, a-t-on encore détaillé. Le complexe produisait quotidiennement 1 800 tonnes d'acier liquide. **Salem K.**

Changes

## L'euro remonte face au dollar

L'euro regagnait du terrain face au dollar hier, alors que les tensions revenaient entre les Etats-Unis et la Corée du Nord, faisant par ailleurs bondir l'or à son plus haut depuis septembre 2016 et profitant aux autres valeurs refuge. Ce matin, l'euro valait 1,1917 dollar contre 1,1862 dollar vendredi soir. La devise européenne baissait face à la devise nipponne, à 130,52 yens contre 130,81 yens vendredi soir. Le dollar reculait aussi face à la

monnaie japonaise à 109,54 yens contre 110,28 yens vendredi soir. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir en urgence hier et que les Etats-Unis ont menacé dimanche la Corée du Nord d'une «réponse militaire massive» après un sixième essai nucléaire de Pyongyang, les investisseurs délaissaient les actifs les plus risqués pour se rabattre sur les valeurs refuge. L'or a ainsi atteint ce matin 1

340,15 dollars, à son plus haut niveau depuis septembre 2016. Le yen et le franc suisse s'inscrivaient également en nette hausse. Les analystes attendent par ailleurs la prochaine réunion de la Banque centrale européenne (BCE), qui se tiendra jeudi. Alors que l'économie européenne commence à se reprendre, les investisseurs attendent désormais que la BCE commence à normaliser sa politique monétaire très accommodante. Ce

matin, la livre britannique baissait face à l'euro, à 92,10 pence pour un euro, comme face au dollar, à 1,2940 dollar pour une livre. La monnaie suisse montait face à l'euro, à 1,1398 franc pour un euro, et grimait face au dollar, à 0,9567 franc pour un dollar. La devise chinoise valait 6,5215 yuans, à son plus haut niveau depuis mai 2016, contre 6,5584 yuans pour un dollar vendredi soir. L'once d'or s'échangeait pour 1 335,89 dollars. **APS**

## La Bourse de Tokyo Le Nikkei débute en baisse après l'essai nucléaire nord-coréen

LA BOURSE de Tokyo a débuté en baisse hier, la peur du risque s'accroissant chez les investisseurs après que la Corée du Nord a revendiqué dimanche l'essai réussi d'une bombe à hydrogène.

L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes perdait 0,43% (-85,04 points) à 19 606,43 au cours des premières minutes d'échanges et l'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau reculait de 0,34% (-5,54 points) à 1 614,05. Du côté des devises, le dollar fléchissait à 109,86 yens contre 110,10 yens vendredi à la fermeture et l'euro à 130,52 yens contre 131 yens.

R. E.

Annaba

# Programme d'urgence pour faire face à la pénurie d'eau potable

■ Un programme d'investissement d'urgence a été adopté à court terme à Annaba pour faire face à la pénurie d'eau potable liée à une baisse du niveau d'eau des deux barrages d'Echaffia et Meksa, principales sources d'approvisionnement en AEP de la population locale, a annoncé le wali Mohamed Salamani.

Par Malek H.

Le programme porte sur la requalification de 32 forages du champ de Boutheldja (wilaya d'El Tarf) pour la mobilisation, à court terme, de 35 000 m<sup>3</sup>/jour d'eau potable et le doublement sur 22 km de la canalisation Meksa-Lehnicheur pour éliminer le problème des fuites qui dilapident 60 % du volume d'eau destinée à l'alimentation de la population, a précisé le chef de l'exécutif local dans une déclaration de presse. Le programme porte également sur la réhabilitation des deux stations de pompage de Meksa et Chaïba, le fonçage de nouveaux forages à travers la wilaya, la résolution d'urgence du problème des fuites et la mobilisation de citernes pour renforcer l'alimentation en AEP des habitants des (zones) «points noirs», a ajouté M. Salamani, affirmant



que la première priorité dans la wilaya est désormais l'approvisionnement de la population en

cette ressource vitale. «Cette phase critique exige, pour être surmontée, la conjugaison des

efforts de tous et un haut sens de responsabilité de la part des responsables, des élus, de la société

civile et des citoyens», a-t-il soutenu. Ce programme d'urgence, de court terme, est déjà activé et le système d'approvisionnement adopté en cette période prévoit, en fonction des quantités d'eaux mobilisées, une alimentation à raison d'une journée sur quatre dans tous les réseaux de distribution, a indiqué le wali. Les besoins d'alimentation en eau potable de la population de la wilaya d'Annaba sont estimés à 160 000 m<sup>3</sup>/jour et 60 % de ces besoins ne sont plus satisfaits après la baisse critique du niveau d'eau du barrage Echafia (160 millions m<sup>3</sup>) l'ayant rendu inexploitable, selon les données de l'Algérienne des eaux. Ce barrage avec celui de Meksa (60 millions m<sup>3</sup>) fournissent l'essentiel d'eau potable de la wilaya, est-il indiqué. M. H./APS

Rentrée scolaire à Guelma

## Réception de plusieurs nouvelles infrastructures

Plusieurs nouvelles infrastructures scolaires des trois cycles éducatifs ont été réceptionnées à Guelma au titre de rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on appris auprès de la direction des équipements publics. Les infrastructures scolaires du cycle primaire ont été renforcées à la faveur de la réception d'un groupement scolaire de six classes et d'un réfectoire dans la région de Lemtarih, commune d'Ain Ben

Beida, ainsi qu'un autre groupement scolaire de six classes dans la localité d'El Barnous, commune de Hammam N'Bail, a indiqué la même source. Le projet de réalisation de ces deux groupements scolaires a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 100 millions de DA, a-t-on souligné. Le CEM (collège d'enseignement moyen) de Ben Djarah, situé à six km au Sud du chef lieu de wilaya, a été doté

d'un réfectoire pour être réceptionné avant la nouvelle rentrée scolaire, a-t-on indiqué de même source, ajoutant qu'une salle de sport a également été réceptionnée au lycée Aïssa Ben Bouabou au chef-lieu de wilaya. Une salle de sport au lycée Zermiche Aïssa, dans la commune de Hammam Debagh, sera également réceptionnée au titre de la rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on informé, soulignant que le chantier de

cette structure affiche 90% du taux d'avancement de ses travaux. Ces infrastructures éducatives réceptionnées avant la rentrée scolaire relèvent d'un total de onze projets inscrits à l'indicatif du secteur de l'éducation, a-t-on précisé, notant que ces ouvrages ont été lancés en travaux depuis deux ans en vue de renforcer les infrastructures d'accueil du secteur de l'éducation de la wilaya de Guelma. Hatem D.

Mostaganem

## Le feu détruit plus de 71 ha d'espaces boisés

Plus de 71 hectares d'espaces boisés ont été détruits par 31 incendies enregistrés dans la wilaya de Mostaganem du 1<sup>er</sup> juin dernier au 1<sup>er</sup> septembre en cours, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Les feux ont ravagé plus de 38 ha d'arbres forestiers dont le pin d'Alep, l'eucalyptus, 24 ha de maquis et 7 ha de broussailles, selon le service de protection végétale et animale. Les incendies ont touché neuf communes dont Safsaf (forêt de Yaakoub),

Stidia, Sidi Lakhdar, Hadjadj, Mazaghran, Sayada et Souaffia. Ils ont été maîtrisés en temps distincts. La circonscription de certains foyers est allée au delà d'une journée comme ce fut le cas notamment de l'incendie à la forêt de Stidia avec la contribution des services des forêts, de la protection civile, des communes et de citoyens bénévoles. Pour rappel, les services des forêts de Mostaganem ont mobilisé dans le cadre de la campagne 2017 de lutte contre les feux de forêt,

285 agents dont 24 saisonniers chargés du nettoyage des forêts, 180 employés répartis en 18 chantiers au sein des espaces boisés dans le cadre des programmes de développement du secteur où ils peuvent intervenir en cas d'incendie. Douze tours de contrôle sont réservés aux forêts de la partie Est à l'instar de ceux du phare, Chouachi, Sedaoua, outre 140 brigades mobiles totalisant 36 agents munis de matériels requis pour l'intervention rapide, outre la

mobilisation de cinq véhicules d'extinction avec un total de 45 agents, plus de 100 camions citernes et à traction. A noter que la campagne de lutte contre les feux de forêts qui s'étale du 1<sup>er</sup> juin au 31 octobre pourra être prolongée en cas de persistance de la canicule. Pas plus de 88 feux de forêts ont détruit, la saison dernière, plus de 188 ha. Le patrimoine forestier de la région s'étend sur une superficie de 32 700 ha. A.O.

Béchar

## 100 millions de DA pour l'électrification de périmètres agricoles

Une dotation publique de 100 millions de DA vient d'être consacrée à l'électrification des périmètres agricoles et la réhabilitation des palmeraies de Taghit et Beni-Abbes, dans la wilaya de Béchar, a-t-on appris hier de la direction des services agricoles (DSA). Cet investissement permettra l'électrification globale d'une quarantaine d'exploitations

agricoles à travers le périmètre de mise en valeur des terres sahariennes situé sur l'axe routier reliant Béchar à la commune de Kenadza, et qui s'étend sur une superficie de plus de 300 ha, selon la même source. Confiée à la Sonelgaz pour un coût de 24 millions de DA, cette opération est tant attendue par les exploitants du même périmètre, a-t-on

ajouté. Quatre autres périmètres agricoles, dont deux situés dans la commune de Béchar et deux autres dans celle de Taghit qui totalisent une surface de plus de 350 ha, bénéficieront aussi de la même opération, retenue dans le cadre du développement des activités agricoles dans ces deux collectivités, a-t-on fait savoir. En plus de ces projets d'électrifica-

tion agricole, cet investissement public permettra également le financement des travaux de réhabilitation des palmeraies plus que millénaires des communes de Taghit et Beni-Abbes, fortes de plus de 600 000 palmiers dattiers producteurs, et des sources alimentaires leur réseaux d'irrigation traditionnelle, selon la DSA de Béchar. APS

## El Bayadh 180 millions DA de créances à recouvrer par l'OPGI

LES CRÉANCES à recouvrer par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) à El Bayadh auprès des locataires ont atteint 180 millions DA, a-t-on appris du directeur local de l'OPGI. Djebbari Abderrahmane a indiqué que les services de l'office ont initié une vaste opération pour récupérer ces dus auprès des locataires par le rapprochement des clients en les sensibilisant sur le paiement des redevances du loyer et les informer sur les procédures prises par l'OPGI à l'encontre des mauvais payeurs. Ils ont proposé, dans ce sens, de grandes facilités aux locataires leur permettant de s'acquitter de leurs dettes suivant un calendrier, a fait savoir le même responsable mettant en garde contre la résiliation du contrat de location et la prise de procédures judiciaires. Dans ce cadre, il a signalé des poursuites judiciaires contre 150 locataires donnant lieu à la résiliation de leurs contrats. Une opération de sensibilisation pour le recouvrement des créances sachant que le total des locataires est estimé à 9 500, a-t-il ajouté. L'opération de recouvrement des créances intervient dans le cadre de la régularisation de la situation des logements location-vente et la vente par cession. L'opération se poursuit et le délai de paiement a été fixé jusqu'à fin de l'année en cours. R.R.



Tunisie

# Le dialogue est en cours au sujet du remaniement ministériel, selon Bhiri

■ Le président du groupe parlementaire d'Ennahdha, Nouredine Bhiri, a indiqué à Sfax que le dialogue est en cours entre son parti, Nidaa Tounes, et le reste des partenaires dans la coalition au gouvernement au sujet du remaniement ministériel attendu.

Par Amel D.

La décision finale sur cette question revient au Chef du gouvernement Youssef Chahed, a-t-il cependant dit, en marge d'une réunion organisée par Ennahdha à Sfax pour la sélection de ses candidats à l'élection municipale dans la région. La finalisation de la concertation et la composition de l'équipe gouvernementale relèvent des prérogatives de Youssef Chahed, a-t-il ajouté, précisant que le Chef du gouvernement présentera ses propositions au Parlement pour adoption au cours d'une séance plénière extraordinaire devant se tenir prochainement. «Il est normal que les points de vues divergent sur cette question... Chaque partie a sa propre lecture de la réalité et de l'intérêt du pays», a-t-il soutenu. Sur les élections municipales, Nouredine Bhiri a évoqué la responsabilité des électeurs dans le bon choix de leurs représentants aux conseils municipaux,



R. A. D. R.

critiquant certaines parties «hostiles à la transition démocratique et mettant en doute la valeur de la révolution et de la Constitution de 2014». Ceux-là mêmes, a-t-il dit, qui œuvrent à saper la confiance entre le peuple, les politiques et les institutions de l'Etat en provoquant des conflits inutiles suscitant la haine envers les acteurs politiques, les partis, les organisations et les institutions de l'Etat. Il a rappelé, dans cet ordre d'idées, que plusieurs partis ont convenu de la date du 17

décembre pour l'organisation des élections municipales dont la Centrale syndicale, soulignant la nécessité de respecter cette date.

## La date des élections municipales est un frein aux réformes importantes

Dans son dernier rapport du 18 août 2017, Moody's a pointé du doigt le choix de la date des élections municipales. En effet,

en décembre 2017, l'Etat est en pleins chantiers de réformes importantes exigées par le FMI (stabilisation de la masse salariale du secteur public, subvention de l'énergie, reconstruction des banques étatiques). Connaissant l'importance des réserves et des remarques des agences de notation, on pourrait s'attendre à un décalage important de la date des élections municipales. La stabilisation de la masse salariale du secteur public, la mise en œuvre de la réforme de la subvention de l'énergie et l'avance-

ment du processus de restructuration bancaire de l'Etat sont les exigences essentielles du FMI. Le calendrier de la réforme des retraites, la restructuration des entreprises publiques et la réforme fiscale seront challengés par les élections locales prévues pour décembre 2017.

## Démantèlement d'une nouvelle cellule terroriste affiliée à Daech

Deux éléments extrémistes islamistes affiliés à Daech ont été arrêtés au Kef par les unités d'investigation et de lutte contre les crimes terroristes, a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Les deux suspects qui entretiennent des relations avec d'autres éléments terroristes, étaient membres de l'organisation Ansar Ashriaa et ont prêté allégeance à Daech. Le tandem formait une cellule terroriste ayant subi une formation sur la fabrication d'explosifs et comptait au bout de son projet se rendre en Syrie pour combattre dans les rangs de Daech. Mais auparavant cette cellule surveillait les mouvements des unités sécuritaires et militaires et projetait de mener des attaques contre une caserne militaire et un poste de contrôle sécuritaire au Kef. A. D./Agences

## Libye L'EI cherche à se déplacer vers le nord

LE GROUPE terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) tente de se déplacer du sud de la Libye vers les régions côtières du nord, a indiqué le porte-parole de l'armée libyenne de l'est du pays, Ahmad Mismari. «Le groupe terroriste EI cherche de temps à autre à se déplacer par petits groupes du désert vers les régions côtières», a écrit le porte-parole sur Facebook. «L'EI a enlevé des civils de la région. Nos patrouilles suivent leurs mouvements», a-t-il ajouté. M. Mismari a révélé que ce mouvement intervenait à un moment où les Brigades de défense de Benghazi et l'armée du gouvernement soutenu par l'ONU se mobilisent et sont stationnées à 20 km de la ville de Syrte. L'armée libyenne combat depuis plus de trois ans les partisans de l'EI dans l'est de la Libye dans le cadre d'une opération militaire baptisée «Dignité». Les forces alliées au gouvernement d'union nationale soutenues par l'ONU ont vaincu et chassé l'EI de leur ancien bastion de Syrte, à quelque 450 km à l'est de la capitale Tripoli, suite à une offensive de sept mois appuyée par l'armée de l'air américaine. R. M.

## Sahara occidental

# Le CRA dénonce la décision de réduire les aides humanitaires internationales

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a dénoncé, par le biais de sa présidente M<sup>me</sup> Saïda Benhabîlès, la décision internationale de réduire les aides humanitaires destinées au peuple sahraoui, appelant l'ONU et les organisations humanitaires internationales à faire pression sur les donateurs pour annuler cette décision «irresponsable». Lors d'une conférence de presse animée conjointement avec la militante sahraouie des droits de l'Homme, Aminatou Haïdar au siège du CRA, M<sup>me</sup> Benhabîlès a appelé l'ONU et les organisations humanitaires à œuvrer pour annuler la décision internationale de réduire les aides humanitaires destinées au peuple sahraoui sous prétexte de «crise financière», affirmant que la situation dans les territoires sahraouis occupés «est très préoccupante». La même responsable a appelé à «l'application du droit humanitaire international pour sauver les sahraouis d'une tentative de génocide à travers une décision économique à visée politique», ajoutant que «cette décision irresponsable est contraire aux droits de l'Homme les plus élémentaires». Aminatou Haïdar a dénoncé pour sa part «la complicité interna-

tionale qui permet à l'occupant marocain d'exploiter les richesses du Sahara occidental», rappelant les tentatives de la France visant à faire pression sur l'Union européenne pour réduire les aides humanitaires destinées aux réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf. M<sup>me</sup> Haïdar a mis en garde contre les conséquences de cette décision qui risque de pousser les jeunes sahraouis à l'immigration. Pour rappel, des participants à l'Université d'été des cadres du Front Polisario et de l'Etat sahraoui ont appelé à Boumerdès à la clôture des travaux, à faire pression sur tous les partenaires pour dénoncer la souffrance du peuple sahraoui et augmenter les aides alimentaires destinées aux réfugiés sahraouis. «Les donateurs veulent affamer les réfugiés sahraouis en réduisant les quantités de denrées alimentaires destinées à ces derniers», a indiqué la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Saïda Benhabîlès, lors de son intervention, appelant tous les partenaires internationaux à dénoncer ces pratiques. M<sup>me</sup> Benhabîlès a affirmé, dans ce sens, que le CRA poursuivra sa solidarité et ses subven-

tions au profit des Sahraouis vivant dans les camps de réfugiés, qui souffrent depuis plus de 40 ans. La même responsable a salué les efforts consentis par les responsables sahraouis en faveur de leur peuple, affirmant que le Sahara occidental était un Etat fort de ses institutions. «L'Algérie et tous les Algériens poursuivront leur soutien à la lutte du peuple sahraoui», a déclaré le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), D'Saïd Ayachi qui a ajouté que «cette université traduit une forte volonté politique pour soutenir la lutte sahraouie jusqu'à l'indépendance». Lors de son intervention, le président de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'APN, Abdelhamid Si Afif, a réitéré le soutien «indéfectible» au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément à la légalité internationale, appelant l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler, à accélérer le processus de règlement au Sahara occidental à travers une solution juste, conformément aux décisions de la légalité internationale. S. O./APS



Elections en Allemagne

# Merkel plus favorite que jamais après le duel télévisé

■ Angela Merkel a conforté dimanche soir son statut de favorite pour se succéder à elle-même lors du seul débat télévisé de la campagne électorale allemande. Son rival avait besoin d'une victoire pour inverser la tendance. Et il a échoué.

Par Rosa F.

«Le duel télévisé a-t-il constitué le tournant espéré pour le social-démocrate Martin Schulz ?» s'interroge le quotidien conservateur de référence FAZ. «Certainement pas», répond-il. «Merkel a livré une performance pleine d'assurance, Schulz n'a pratiquement réussi aucune de ses offensives», lui fait écho le journal de centre-gauche *Süddeutsche Zeitung* à l'issue de ce duel retransmis sur les quatre principales chaînes de télévision et suivi par 16 millions de personnes, soit un quart de l'électorat. Le chef de file du SPD devait impérativement prendre l'ascendant devant les caméras pour espérer combler son retard important dans les sondages face à la chancelière conservatrice. Aussi éloquent et spontané qu'Angela Merkel est cérébrale et réservée, l'ancien président du Parlement européen semblait a priori le mieux armé pour emporter l'exercice et se relancer. Objectif raté au vu des sondages



Ph. &gt; D. R.

des chaînes de télévision publique. Au pouvoir depuis 12 ans, la chancelière a été jugée

plus convaincante que son rival : 55% contre 35% selon l'enquête ARD et 32% contre 29% selon celle de ZDF. Difficile dans ces conditions de croire à un rebond du SPD, qui affiche un retard d'une quinzaine de points dans les intentions de vote sur les conservateurs de la chancelière, à seulement trois semaines du scrutin. Tandis que son entoura-

ge avait promis un Martin Schulz à l'offensive qui allait bousculer la chancelière, le débat est resté globalement très policé, le chef de file des sociaux-démocrates ne parvenant pas à réellement distinguer son programme de celui de la dirigeante conservatrice. Au-delà des personnalités, le problème est structurel pour le SPD, qui ne parvient pas à présenter une offre politique franchement différente. Et pour cause : depuis l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel en 2005 – à l'exception d'une parenthèse de quatre ans – le SPD a été partenaire minoritaire de tous les gouvernements de coalition de la chancelière. Le parti pensait avoir trouvé la solution en début d'année en portant à sa tête un «homme neuf» sur la scène politique allemande, Martin Schulz ayant fait l'essentiel de sa carrière à Bruxelles. Las pour eux, il ne convainc pas davantage. Avec son bilan économique que jalouse l'Europe entière – le chômage est à un niveau historiquement bas – et sa politique modérée et centriste, Angela Merkel offre peu d'angles d'attaque aux sociaux-démocrates. Du coup, «le duel a plutôt ressemblé à un duo» et les échanges aimables entre les deux concurrents à une discussion de la coalition gouvernementale, dont la plupart des médias attendent désormais

la reconduction après les élections du 24 septembre. «On a assisté devant la Nation à un entretien d'embauche du futur ministre des Affaires étrangères devant celle qui sera probablement sa cheffe», a persiflé un des membres de la famille politique de la chancelière, Karl-Theodor zu Guttenberg. Tout juste Angela Merkel a-t-elle été un peu bousculée sur sa décision controversée il y a deux ans d'ouvrir les frontières du pays à des centaines de milliers de migrants, un geste qu'elle juge aujourd'hui encore «justifié» par la situation humanitaire d'alors et le refus de la Hongrie de Viktor Orban d'accepter les réfugiés. Pour le reste, elle a coupé l'herbe sous le pied de son rival sur la Turquie, domaine dans lequel Martin Schulz espérait pouvoir se démarquer par une plus grande fermeté que la chancelière face à la détérioration des droits de l'homme dans le pays. Angela Merkel ne lui en a pas laissé l'occasion en annonçant être favorable à un arrêt des négociations sur l'adhésion à l'UE de la Turquie. «Je ne vois pas l'adhésion arriver et je n'ai jamais cru que cela puisse survenir», a-t-elle expliqué, ajoutant que la question était seulement de savoir qui de la Turquie ou de l'UE «fermerait la porte» en premier.

R. F.



## Points chauds

Alliance

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'Occident est aujourd'hui préoccupé par la politique d'armement de la Corée du Nord, qui a ces dernières semaines fait plusieurs essais de missiles à la portée dangereuse, aux États-Unis, certains s'inquiètent de l'attitude de Donald Trump vis-à-vis de la Corée du Sud, pourtant allié privilégié depuis près de soixante-dix ans. En effet, plus de 24 heures après le sixième essai nucléaire de Pyongyang, qui a revendiqué le test d'une bombe H, le président américain n'a toujours pas parlé avec son homologue sud-coréen Moon Jae-In, bien qu'il ait eu au téléphone le Premier ministre japonais Shinzo Abe. Par ailleurs, le président américain a dans une série de tweets bien évidemment dénoncé l'attitude du Nord, mais il a aussi émis des critiques à l'égard du Sud. «La Corée du Sud s'aperçoit, comme je le leur ai dit, que leur discours d'apaisement avec la Corée du Nord ne fonctionnera pas, ils ne comprennent qu'une chose !», a-t-il lancé à l'intention de Moon, partisan d'un dialogue avec le régime de Kim Jong-Un. Samedi déjà, le président républicain avait indiqué qu'il envisageait de retirer son pays de l'accord de libre-échange avec le Sud, un texte qui selon les experts est un des piliers de la relation étroite entre deux pays qui sont alliés depuis près de 70 ans. Les attaques inattendues de Trump contre la Corée du Sud ont de plus surpris plus d'un. Les experts sont convaincus que ses tweets intempestifs aggravent la situation en pleine crise internationale. Mais ces attaques ne sont pas nouvelles, le milliardaire ayant, durant sa campagne présidentielle, accusé Séoul de ne pas payer suffisamment cher pour la protection américaine et menacé d'annuler l'accord de libre-échange «horrible» conclu avec la Corée du Sud sous son prédécesseur. Le sujet a refait surface puisque Trump a dit qu'il discuterait cette semaine avec ses conseillers d'un possible retrait de l'accord de libre-échange (Korus). Dans le contexte de tensions sur la péninsule, une telle éventualité pourrait être catastrophique. Ce que n'ont pas manqué de souligner aussi des médias sud-coréens qui ont alerté sur les risques de déstabilisation encore plus grande de la région. Une chose est sûre c'est que Pyongyang pour sa part considère Séoul et Washington comme ses ennemis, qu'ils soient en froid ou pas, et que la continuation de ses essais est un danger pour les deux nations qui ont plus d'intérêts en commun que de désaccords.

F. M.

Essai nucléaire

## Pékin proteste auprès de Pyongyang

La Chine a annoncé hier avoir protesté officiellement auprès de la Corée du Nord à la suite de son dernier essai nucléaire, tout en s'indignant des menaces américaines de cesser «tous échanges commerciaux» avec les pays faisant des affaires avec Pyongyang. Pékin, principal allié du régime de Kim Jong-Un, a fait part de «ses sévères remontrances auprès de la personne responsable de l'ambassade de la Corée du Nord en Chine», a déclaré Geng Shuang, porte-parole de la diplomatie chinoise. «La Chine s'oppose au développement par la Corée du Nord de son programme nucléaire et balistique et nous sommes engagés dans la dénucléarisation de la péninsule. Cette position est bien connue et (Pyongyang) la connaît également parfaitement bien», a-t-il martelé lors d'un point-pressé régulier. Le régime nord-coréen a annoncé dimanche avoir testé avec succès une bombe à hydrogène, s'attirant un déluge de condamnations de la communauté internationale, y compris de la part de Pékin. Le président américain Donald Trump avait notamment

affirmé qu'il envisageait d'arrêter «tous les échanges commerciaux» avec les pays «faisant des affaires» avec Pyongyang, sans citer toutefois nommément la Chine. Une suggestion accueillie très froidement par la Chine : «Ce qui est absolument inacceptable de notre point de vue, c'est que d'un côté nous travaillons dur pour résoudre de façon pacifique le problème (nord-coréen), et de l'autre, nous voyons nos intérêts compromis et sanctionnés», s'est indigné Geng Shuang hier. «Cela ne doit pas être le cas, et ce n'est pas juste», a-t-il insisté. «La Chine ne veut pas que soit portée atteinte à ses intérêts». La secousse tellurique provoquée dimanche par l'explosion avait été ressentie jusque dans le nord-est de la Chine et les autorités chinoises avaient lancé un contrôle d'urgence des radiations dans les zones frontalières. Le président chinois Xi Jinping s'appropriait au même moment à s'exprimer devant un sommet en Chine réunissant les puissances émergentes des Brics, un événement éclipsé par la provocation de Pyongyang. «Quel que soit le calendrier choisi, tout lancement

d'un test nucléaire est une faute», a souligné Geng Shuang. «La Corée du Nord ne doit pas se méprendre sur (notre position) et nous espérons que toutes les parties – en particulier les Nord-Coréens – sauront faire preuve de retenue et éviter toute nouvelle escalade», a-t-il averti. Il n'a pas indiqué si le géant asiatique était prêt ou non à soutenir l'adoption de sanctions internationales renforcées à l'encontre de son turbulent voisin. «Pour ce qui est de la réponse (qu'apportera) le Conseil de sécurité de l'ONU, cela dépendra des membres du Conseil. Depuis longtemps, la Chine (...) promet une résolution (de la crise nord-coréenne) par le dialogue et la négociation», a-t-il simplement rappelé. La Chine, destinataire de quelque 90% des exportations nord-coréennes, avait approuvé début août une septième salve de sanctions économiques internationales adoptées dans le cadre onusien, et avait dans la foulée restreint ses achats de minerais de fer et de plomb et de fruits de mer.





## Rencontres cinématographiques à Béjaïa

## «Les hirondelles» de Karim Moussaoui en ouverture

■ La quinzième rencontre cinématographique de Béjaïa est prévue du neuf au quinze du mois de septembre courant à la cinémathèque de la ville. Cette manifestation filmique tant attendue par les amoureux du septième art est porteuse de beaucoup de bonnes surprises cette année.

Par Abia Selles

Les rendez-vous cinématographiques se multiplient de plus en plus en Algérie, offrant aux amoureux de cet art le plaisir de la découverte et aux amateurs des échanges importants avec les professionnels. Après quatorze éditions, les rencontres cinématographiques de Béjaïa reviennent cette année pour apporter la joie et le bonheur à la population de la ville. Il s'agit d'un rendez-vous incontournable des professionnels du cinéma en Algérie et à l'étranger. Cette manifestation filmique



revient le neuf du mois de septembre courant et se poursuivra jusqu'au quinze du même mois. Des longs métrages de fiction,

des courts métrages, des documentaires et des rencontres débats sont au programme des organisateurs. Des «Café Ciné», sont aussi à l'affiche en présence des réalisateurs.

Plusieurs films récents sont à l'affiche, à l'image de «Vers la tendresse» d'Alice Diop, lauréat des Césars 2017 dans la catégorie des courts métrages, «Nwelli» et «Je suis là», deux courts métrages algériens plébiscités dans de nombreux festivals ainsi que «Les 4 saisons de Léon».

Cet événement qui s'annonce festif sera marqué par la projection de «En attendant les hirondelles» de Karim Moussaoui, en

sélection officielle au dernier Festival de Cannes.

Ce film de Karim Moussaoui retrace le passé et le présent qui s'entrechoquent dans les vies d'un riche promoteur immobilier, d'un neurologue ambitieux rattrapé par son passé, et d'une jeune femme tiraillée entre la voie de la raison et ses sentiments. Trois histoires qui nous plongent dans l'âme humaine de la société arabe contemporaine.

Il est à rappeler que les projections filmiques se feront au niveau de la cinémathèque de Béjaïa tandis que les Rencontres se tiendront au niveau du théâtre régional de la ville. L'entrée est libre et gratuite.

A. S.

## Oran

## Des ateliers BD organisés au profit des amateurs

Des ateliers de maîtrise de la bande dessinée seront donnés à partir du 18 septembre prochain à Oran, à l'initiative de l'Institut français de la ville. Menés par le bédéiste Ben, ces ateliers seront animés les lundis et mer-

credis à 14h et à 17h30. En 12 étapes, les participants découvriront tout de l'univers de la bande dessinée et pourront à l'issue de la formation créer leur propre BD (2 pages). Les outils de création, la méthodologie, les différences

entre création à la main ou par ordinateur seront abordés lors de ces ateliers, afin de mettre en place une base d'apprentissage. Les inscriptions à l'atelier se font au niveau de l'Institut français à partir de la première semaine de

septembre, période de reprise de l'établissement. À noter qu'une exposition de bandes dessinées d'un atelier précédent se tiendra du jeudi 14 septembre au jeudi 28 septembre, toujours au niveau de l'Institut.

M. K.

## Salle Ibn Khaldoun

## Six groupes émergents en concert

Un mega concert de jeunes formations algériennes aura lieu le 8 septembre prochain à la salle Ibn Khaldoun d'Alger, à l'initiative de l'Institut français de la ville. Issues de la formation «La musique, de la production à la scène», ces 6 groupes émergents se produiront pour la première fois ensemble à l'occasion

de cet événement. Fruit d'un partenariat entre la ville de Paris et d'Alger, la formation a permis à ces bands de tout connaître en matière de production de musique et de spectacle en scène. L'automne arrivant à grand pas, il est enfin temps pour ces derniers de mettre en pratique ce qu'ils ont appris en été,

et ce, durant un mega concert à la salle Ibn Khaldoun le 8 septembre prochain, à partir de 19h30. Un jury devra désigner le meilleur des 6 groupes qui se produiront. Parmi eux, nous pouvons citer CLE13, The Perturbateurs Band (Béjaïa), Dimastand de Béchar ou encore Smoke de Constantine. Des noms que vous

devriez retenir, l'un d'eux pourrait peut-être devenir le Djmawi ou le Gnawa Diffusion de demain. Si vous souhaitez assister au concert, réservez votre place dès maintenant à cette adresse mail : concertnouveauxtalents2017.alger@if-algerie.com Vous recevrez une réponse quelques jours avant l'événement.

L. B.

## L'association «Invisible Borders»

## Appel à participation aux écrivains et illustrateurs

L'association «Invisible Borders» lance un appel à participation aux écrivains et illustrateurs de tout le continent africain et ce, afin de prendre part à un projet de livres pour enfants. Ce projet transafricain a pour but de publier des livres pour enfants âgés entre 7 et 12 ans. Ils conteront les histoires de toutes les régions d'Afrique. La culture africaine dans toute sa richesse et sa diversité avec ses légendes et figures historiques

méconnues pourront être transmises aux enfants du monde.

Le projet vise à démontrer le lien entre le passé de l'Afrique et son présent, ou comment son Histoire et ses traditions façonnent et influencent encore les générations actuelles et futures. Cette série de livres sera le résultat de recherches approfondies et s'engage à être la plus proche des faits réels, bien qu'elle soit rédigée dans un contexte de fiction. Le public ciblé étant des

enfants, certaines histoires et faits réels du passé incluant de la violence seront cette dernière très réduite dans la rédaction des livres. Les illustrations devront être très colorées et captivantes. Si vous souhaitez participer, envoyez un mail à cette adresse : info@invisible-borders.com

Les mails doivent contenir ce qui suit : une courte biographie, un CV mettant en avant toute sorte d'expérience sur un projet

similaire à celui-ci. Pour les écrivains, un échantillon de conte pour enfants d'entre 3 à 5 pages, préférablement en lien avec le sujet de ce projet si possible. Pour les illustrateurs, un portfolio/échantillons de travaux contenant au moins 12 pièces. Les échantillons doivent être en format PDF. Le dernier délai pour envoyer votre mail est le 9 octobre 2017. Les écrivains et illustrateurs sélectionnés seront payés pour leur travail.

F. H.

## «La Promesse de l'aube»

## Pierre Ninety est Romain Gary dans l'adaptation du roman culte

En 1970, Jules Dassin mettait Assi Dayan dans le costume de Romain Gary dans la première transposition au cinéma de *La Promesse de l'aube*, roman autobiographique culte du célèbre auteur français. Aujourd'hui, c'est Eric Barbier qui s'attaque à une nouvelle adaptation de l'œuvre, et cette fois-ci c'est Pierre Ninety qui prête ses traits au romancier. *La Promesse de l'aube*, c'est avant tout l'histoire d'un lien unique et indéfectible entre une mère et son fils, tellement fort qu'il portera le héros toute sa vie,

l'accompagnera dans ses projets et guidera sa destinée. Une relation très bien résumée par les premiers mots du teaser (extraits du roman) : «Avec l'amour maternel, la vie vous fait, à l'aube, une promesse qu'elle ne tient jamais ; après cela, chaque fois qu'une femme vous prend dans ses bras et vous serre sur son cœur, ce ne sont plus que des condoléances». Ce biopic retrace le parcours de Romain Gary, de son enfance en Pologne à son dur apprentissage d'aviateur pendant la Seconde Guerre mondiale, en

passant par son adolescence à Nice et ses années étudiantes à Paris. Pour ce voyage dans le passé de l'auteur, Barbier a posé ses caméras dans divers coins du monde : en Belgique, en Hongrie, en Italie et au Maroc. Côté cast, on notera bien évidemment la présence de Charlotte Gainsbourg, la seconde moitié de ce duo fusionnel. A cela s'ajoutent Didier Bourdon, Jean-Pierre Darroussin et Finnegan Oldfield, la révélation des *Cowboys*. Le long métrage est attendu sur les écrans le 20 décembre.

R. I.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun (Alger-Centre)

Jeudi 7 septembre à 19h30 :

Concert de Lila Borsali. La soirée verra la participation, en première partie, de l'association Les Beaux-Arts d'Alger.

Vendredi 8 septembre à 19h30 :

Concert des groupes ayant participé à la formation «La musique, de la production à la scène», dispositif d'accompagnement et de professionnalisation destiné aux groupes émergents de musiques actuelles, organisé à Alger par

l'IFA (Institut français d'Algérie), l'Aarc (Agence algérienne pour le rayonnement culturel) et le centre musical FGO-Barbara de la ville de Paris. Ces groupes sont : The Perturbateurs Band (Béjaïa), Dimastand (Béchar), NR2 (Alger), Smoke (Constantine), Tissiliwen (Djanet), Clé 13 (Jijel). Réservations : concertnouveauxtalents2017alger@if-algerie.com

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jeudi 14 septembre à 19h30 :

Concert de chanson française, avec François Morel et Antoine Sahler. Réservation à l'adresse suivante : chansonfrancaiselavie2017.alger@if-algerie.com

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 15 septembre : Exposition de peinture de l'artiste peintre Mourad Tiaicht.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 14 septembre : Exposition collective d'artsanats.



## Coup-franc direct

Un changement oui, mais progressif

Par Mahfoud M.

Le patron de la FAF, Zetchi, selon des sources concordantes, serait très en colère après la déroute du match aller face à la Zambie et promet des changements radicaux au niveau de la sélection nationale pour tenter de relancer l'EN pour les prochains rendez-vous. Ainsi, ces changements toucheraient la composante de l'effectif de l'équipe qui sera revue. Il pense que certains joueurs n'ont plus la carrure ni les moyens pour représenter dignement le pays et on en veut pour preuve ce qui s'est passé à Lusaka avec des éléments qui marchaient sur le terrain et d'autres qui ont fait preuve d'un égoïsme incompréhensible. Le fait que le président de la fédération ait pointé du doigt le mal est une bonne chose en soi, surtout que de nombreux observateurs pensent que certains éléments ne peuvent plus rien apporter aux Verts car ils sont loin du niveau qu'on espérait d'eux. Toutefois, un changement radical en renouvelant une grande partie de la composante de l'EN sera suicidaire, car cela prendra du temps pour que l'équipe retrouve son équilibre, vu qu'il n'est pas facile de trouver des joueurs prêts et qui pourraient s'exprimer aisément en sélection dès leurs premières apparitions. Le changement devrait donc être progressif, sachant qu'il faudra de la patience pour espérer construire une nouvelle équipe.

M. M.

MC Oran

## Les Hamraoua à la recherche de soutiens financiers

LA DIRECTION du MC Oran s'active depuis quelque temps pour s'offrir de nouveaux sponsors après le retrait de pratiquement tous les opérateurs économiques qui l'assistaient à l'issue de l'exercice précédent.

Cette situation complique davantage les finances déjà mal en point depuis plusieurs années, a-t-on appris dimanche du club de Ligue 1 algérienne de football.

Les fans oranais ont dû d'ailleurs remarquer que seul le logo d'une société turque était floqué sur les maillots de leurs joueurs lors de la première journée du championnat le 26 août dernier, après que le divorce avec les autres sponsors du club ait été consommé.

Cette situation financière était somme toute attendue par la direction du club phare de la capitale de l'Ouest algérien, précise la même source, soulignant que le président Ahmed Belhadji dit «Baba» avait même pris ses devants au cours de l'intersaison en réduisant sensiblement la masse salariale des joueurs. Désormais, cette masse salariale est estimée à près de 30 millions de dinars, même si le premier responsable du club a dû faire face à une farouche résistance de la part de ses cadres retenus en vue de la nouvelle saison afin de les convaincre à revoir à la baisse leurs salaires, informe-t-on de même source.

La direction oranaise a décidé d'adopter une nouvelle approche en matière de sponsoring. En dépit du besoin pressant de doter le club par de nouveaux sponsors, des conditions ont été émises par la direction que tout opérateur désirant rejoindre le MCO doit remplir, explique un dirigeant de la formation d'El Hamri.

Par ailleurs, les fêtes de l'Aïd El-Adha ont été mises à profit

par des groupes de supporters du Mouloudia pour crever l'abcès et signer une réconciliation tant réclamée et vivement souhaitée dans les fiefs des «hamraoua».

Des conflits ayant souvent caractérisé les rapports entre ces groupes de fans se traduisant parfois par des échauffourées dans les tribunes du stade Ahmed-Zabana, lors de chacune des sorties à domicile des Rouge et Blanc.

Cette réconciliation menée sous la houlette de la cellule des supporters, récemment installée par la direction du MCO, vise à resserrer les rangs à même de permettre à l'équipe d'évoluer dans un climat serein devant l'aider à réaliser ses objectifs cette saison, après un départ en fanfare en championnat marqué par une large victoire face à l'USM Blida (3-0) au stade Ahmed-Zabana, lors du match comptant pour la journée inaugurale de l'exercice-2017-2018.

LA SÉLECTION algérienne (messieurs/dames) de judo a été éliminée dimanche des Championnats du monde actuellement en cours en Hongrie, après sa défaite contre l'Ukraine, au premier tour des épreuves «par équipes».

«Les Verts» ont été versés dans la poule «A», en compagnie du Japon, la Mongolie, l'Allemagne et l'Ukraine. Même si le tirage au sort a été relativement clémente, en leur évitant d'aborder la compétition contre une grosse cylindrée, comme la redoutable sélection nipponne, qui avait outrageusement dominé les

## Eliminatoires du Mondial 2018/Algérie-Zambie ce soir Les Verts pour retrouver la confiance

■ La sélection nationale de football retrouve ce soir, au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, son adversaire de samedi dernier, la Zambie, pour le compte de la quatrième journée des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie, avec l'espoir de retrouver la confiance après la déroute du match aller disputé à Lusaka.

Par Mahfoud M.

Battu sur le score de (3/1) dans ce match joué en terre zambienne, l'EN a hypothéqué ses chances de qualification et peut dire adieu au Mondial russe. Il n'empêche qu'elle doit se refaire une santé pour rendre le sourire au peuple algérien déçu du naufrage de Lusaka et qui croyait fermement aux chances des Verts de réaliser un miracle et revenir avec les trois points du déplacement en Zambie. Conscients de ce qui les attend, les poulains d'Alcaraz feront tout leur possible pour se reprendre et l'emporter pour une question de nif, surtout qu'ils ne peuvent pas rendre les armes maintenant, alors que tout le monde attend une réaction après le choc du match aller et cette défaite amère concédée en terre zambienne. Les joueurs sont en tout cas décidés à se refaire une santé pour ne pas sombrer encore plus, sachant qu'ils sont attendus au tournant et qu'une autre défaite ou contre-performance mènera la



Les Verts doivent sauver l'honneur

FAF à changer complètement d'orientation et sans doute à ne faire plus confiance à certains joueurs qui se prennent la tête et n'apportent aucun plus à la sélection nationale. Pour ce match, il faut savoir que le coach Alcaraz devrait apporter quelques changements à l'équipe, surtout qu'il sait que le public n'a pas apprécié la composante avec laquelle il est entré lors du dernier match face aux Chipolopolo. L'incorporation de Mandi ou Medjani à la place du jeune Hassani, transparent lors

du dernier match, et plus probable sachant que ce dernier jouait son premier match au haut niveau et qu'il ne pouvait pas apporter ce dont on attendait de lui. Il semblerait aussi que le milieu offensif du FC Naples, Adam Ounas, qui honore sa première convocation officielle sera de la partie, lui qui était absent lors du match aller en raison d'une blessure, de même que Ryad Mahrez qui avait préféré s'occuper de son transfert raté au final.

M. M.

Galatasaray

## Feghouli réapparaît et marque

LE MILIEU international algérien, Sofiane Feghouli, a signé samedi sa première apparition sous les couleurs de sa nouvelle formation de Galatasaray (Div.1 turque de football) en match amical face à Eyupspor (4-2), contribuant par l'occasion au succès des siens en marquant un but. Le joueur algérien âgé de 27 ans, transféré cet été en provenance de West Ham (Angleterre) pour un contrat de cinq ans, a inscrit le deuxième but pour son équipe, en gagnant son face à face avec le portier adverse. Au terme de

la 3<sup>e</sup> journée de la «Super Lig» turque, Galatasaray caracole en tête avec 9 points devant son voisin du Besiktas et Akhisar Belediye Genclik qui comptent chacun 7 pts. Le 4<sup>e</sup> du dernier championnat de Turquie a cassé sa tirelire cet été pour engager des recrues de poids, notamment l'attaquant français Bafétimbi Gomis et l'international marocain Younès Belhanda. Feghouli a connu une première saison difficile avec West Ham à cause notamment de ses blessures à répétition. Cette situation a poussé de nombreuses

personnes dans l'entourage du club londonien à prédire la libération du joueur algérien à l'occasion du mercato estival. Il avait pris part à 23 matchs avec West Ham la saison écoulée, inscrivant 3 buts. Écarté de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon, Feghouli a effectué son retour chez les Verts en juin à l'occasion du match amical face à la Guinée (2-1) et devant le Togo (1-0) dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr. D) des qualifications de la CAN-2019.

## Championnats du monde 2017 de judo «par équipes»

### L'EN sort au premier tour

épreuves individuelles, le succès n'a pas été au bout, puisque là encore les judokas algériens ont dû quitter la compétition dès le premier tour. Une nouvelle déroute pour la sélection algérienne, après celle des épreuves individuelles, où la quasi totalité des judokas algériens avaient quitté la compétition dès les premiers tours. Meriem Moussa (-52 kg), Ratiba Tariket (-57 kg) et Djeddi Oussama (-73 kg) étaient les premiers à passer à la trappe. La déroute s'est poursuivie avec Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Kaouther Ouallal (-78 kg) et Souad Bellakehal (-70 kg), puis

avec Nadjib Temmar (+100 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg), au moment où le dixième et dernier international algérien engagé dans ce tournoi, Houd Zourdan (-66 kg), avait déclaré forfait dès la première journée, sans avoir livré le moindre combat.

Avant leur départ à Budapest, les judokas algériens étaient unanimes à évoquer «le manque de préparation pour un événement de cette envergure», notamment Abderrahmane Benamadi, qui avait affirmé à l'APS qu'il se considérait à seulement «50%» de son réel potentiel. Ce qui a fini

par se confirmer pendant le tournoi, aussi bien dans la formule «individuelle» que dans les épreuves «par équipes».

Un total de 731 judokas (440 messieurs et 291 dames), représentant 126 pays, ont participé à ces Mondiaux-2017, organisés du 28 août au 3 septembre à Budapest. Avec 18 athlètes engagés (9 messieurs et 9 dames), la France, le Brésil, la Hongrie, la Mongolie et le Kazakhstan ont fait partie des pays les mieux représentés, au moment où la Norvège, la Nigeria, la Palestine et le Pakistan n'ont engagé qu'un seul judoka.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

## L'académie et Sonelgaz changent de directeurs

LA DIRECTION de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou vient de connaître le changement de son premier responsable à la faveur du dernier mouvement effectué dans son secteur par la ministre, M<sup>me</sup> Nouria Benghabrit. Il s'agit de Ahmed Lalaoui, venu de la wilaya de Médéa, qui a pris ses fonctions depuis quelques jours.

Quant à son prédécesseur, Djamel Belkadi, il a été muté dans la wilaya de Batna. Selon des sources proches de l'inspection académique à Tizi Ouzou, la mutation du directeur de la wilaya a été faite à la demande du concerné qui aura fait un passage de trois années seulement.

L'autre direction locale touchée par un changements de responsable est celle de la Distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Son Déjà-mais ex-directeur, Salah Bara, a été muté dans la wilaya d'El-Bayadh alors que son successeur est arrivé de la wilaya de Chlef.

Il s'agit de Mohamed Djouadi qui a pris ses fonctions au courant de la semaine écoulée.

Hamid M.

## Débordement d'eaux usées à Timezrit/ Béjaïa

### L'APC bloquée par des citoyens

LES HABITANTS des villages Tilelits et Tainsserth ont bloqué, hier, le siège de la mairie de Timezrit.

Ils protestaient contre le retard accusé dans la réparation du réseau d'assainissement qui a débordé il y a plusieurs jours, notamment durant la fête de l'Aïd El-Adha. L'APC a engagé, à travers ses agents, des travaux pour déboucher le réseau au niveau de la fontaine publique à

titre provisoire vu que la réparation du réseau «nécessite», selon le maire, «un renouvellement». Une entreprise a été retenue à cet effet et devrait débiter les travaux ces jours-ci, a-t-on appris. Il y a également «le revêtement de l'accès au nouveau lycée de la localité».

«Cet établissement devrait ouvrir ses portes cette année», nous dit-on.

H. C.

## USM Blida

### Le président Chouaib Alim jette l'éponge

LE PRÉSIDENT de l'USM Blida, nouveau promu en Ligue 1 Mobilis de football, Chouaib Alim, a présenté sa démission de son poste, contestant la lenteur des autorités locales à venir en aide au club en ce début de saison, a appris l'APS hier auprès de la formation de la ville des Roses. Alim (28 ans) a été désigné président par les actionnaires de la SSA/USMB en remplacement de Smail Berdaoui avec comme objectif de restructurer le club et d'assainir sa situation financière, sans toutefois aller au bout de sa mission. Et pour cause, ses nombreux appels aux autorités locales et aux industriels de la wilaya, au nombre de 2 000 opérateurs, pour venir en aide au club, n'ont pas trouvé d'écho.

La situation du club risque de s'aggraver davantage puisque les joueurs doivent encore trois mois de salaire du précédent

exercice alors qu'ils n'ont rien encore perçu cette saison. L'USMB a mal entamé sa saison en s'inclinant lors de la première journée en déplacement face au MC Oran (3-0).

La barre technique avait été confiée à Samir Boudjaârane en remplacement de Farid Zemiti, démissionnaire durant l'intersaison.

Zemiti a fini par jeter l'éponge au bout de quelques séances d'entraînement en réaction au non-paiement des joueurs, préférant se retirer «au lieu de continuer à travailler dans des conditions difficiles», selon ses propos. Les coéquipiers de la nouvelle recrue Hamza Zeddami (ex-NA Hussein-Dey) tenteront de se racheter samedi prochain à domicile face à la JS Kabylie à l'occasion de la 2<sup>e</sup> journée de la compétition.

Racim S.

## Béjaïa

### Deux individus arrêtés pour trafic de drogue et supercherie

«LA BRIGADE de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de wilaya a réussi à démêler une affaire de trafic de drogue et une supercherie et arrêter deux individus», a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Tout a commencé après l'arrestation de T.A., âgé de 31 ans, et la décou-

verte d'une quantité de drogue dans son véhicule. Mais après investigations, il s'est avéré que l'affaire a été fabriquée de toutes pièces par deux individus issus d'Amizour, en l'occurrence K.H. (29 ans) et O.H. (25 ans) en vue d'attenter à la crédibilité de ce dernier à cause d'un différend. Ils ont dissimulé la drogue dans



Djalou@hotmail.com

## Lutte contre la contrebande et la criminalité

### 33 immigrants clandestins appréhendés

■ Les détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale ont réussi à appréhender trente-trois immigrants clandestins de différentes nationalités à Adrar, Naâma et El-Oued.

Par Louiza Ait Ramdane

La sécurité aux frontières et la lutte contre la contrebande et la criminalité demeurent la préoccupation majeure des autorités algériennes. L'Armée nationale populaire resserre l'étau autour des contrebandiers et des criminels. Il ne se passe pas un jour sans que les troupes de l'ANP n'accumulent des succès dans la lutte contre ce fléau. Cette opération de lutte quotidienne a permis aux éléments de l'ANP d'appréhender trente-trois immigrants clandestins de différentes nationalités à Adrar, Naâma et El-Oued.

Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a saisi à In Guezzam, une motocyclette, 22 groupes électrogènes, dix marteaux piqueurs et un détecteur de métaux.

A Oran et Tlemcen, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont intercepté un narcotrafiquant et 256 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un contrebandier a été arrêté à bord d'un camion chargé de 2 633 unités de différentes

boissons à Mostaganem. L'immigration clandestine avec son lot d'activités criminelles dont la falsification des billets de banque, contrebande, trafic de carburant et de drogue aux frontières nord-ouest du pays, fleurit en Algérie. Les contrebandiers et les trafiquants ne reculent devant rien. Ils bravent les services de sécurité et violent la loi pour arriver à leurs fins.

C'est justement dans le cadre d'une lutte implacable contre ces trafiquants et criminels que des mesures draconiennes ont été prises pour lutter contre ces phénomènes. Ces opérations de qualité menées inlassablement sur le terrain par les forces de l'ANP, en toutes conditions et circonstances, dénotent de la permanente vigilance et la ferme détermination à venir à bout du phénomène de la contrebande et à assainir notre pays de ces criminels. Ces bilans sont communiqués presque quotidiennement par l'ANP. Ces troupes exercent une forte pression sur les immigrants clandestins. Le grand éveil de l'Armée et son expérience lui permettent de démasquer tous les criminels.

L. A. R.

## Tizi Ouzou/ Affaire de l'assassinat d'un muezzin

### La présentation de l'auteur du meurtre perturbée

LA PRÉSENTATION devant le parquet de l'auteur du meurtre d'un muezzin à Tigzirt a été perturbée, hier, par des personnes se réclamant être des amis du défunt.

Selon des sources locales, ces personnes se sont présentées dans un premier temps sur les lieux pour exprimer leur solidarité avec les proches de la victime avant de tenter de faire irruption de force dans le bureau

du procureur. Elles voulaient se faire justice elles-mêmes, selon nos sources. Fort heureusement, l'auteur du crime a vite été évacué.

Pour rappel, le muezzin bénévole Hamiche Djamel (40 ans) avait été mortellement blessé par arme blanche à l'aube du dimanche à l'heure de la prière d'El Fajr.

H. M.